

Des migrations privilégiées ? Les classes moyennes et supérieures du Maghreb en mobilité internationale, entre politiques restrictives et politiques d'attractivité

Privileged migration? The international mobility of the Maghreb's middle and upper middle classes, between restrictive and attraction policies

Responsable

• **Adrien Thibault**
(CNRS, MEAE, IRMC)

Discutante

• **Sylvie Mazzella**
(CNRS, Aix-Marseille Université, Mesopolhis)

Résumé de l'atelier

Depuis les enquêtes pionnières d'Anne-Catherine Wagner en France (1998) et de Karen O'Reilly au Royaume-Uni (2000) sur les « expatrié-es », un intérêt grandissant de la recherche en sciences sociales pour la « mobilité privilégiée » (Croucher, 2012) et les « migrations d'élites » (Amar et Green, 2022) ou « désirables » (Sandoz, 2021) a permis de mettre au jour la stratification sociale des populations immigrées et des expériences migratoires, ainsi que la diversité interne à la sous-population des immigré-es bien doté-es en capitaux économiques ou culturels : cadres supérieur-es et leurs conjoint-es, investisseurs, retraité-es, étudiant-es, enseignant-es, artistes, *digital nomads*, intelligentsia, etc. L'essentiel de cette production scientifique s'est jusqu'ici concentré sur les migrations en provenance de pays d'Europe de l'Ouest ou d'Amérique du Nord (très majoritairement blanches). Les travaux s'intéressant aux mobilités privilégiées (très majoritairement non blanches) venant des pays du Sud global (Torresan, 2007 ; Blum, 2022) sont quant à eux beaucoup plus rares, ce qui peut s'expliquer à la fois parce qu'il s'agit d'expatrié-es plus discret-ètes ou plus invisibilisé-es et parce que leur statut privilégié est moins évident. Ce constat concerne particulièrement les mobilités des membres des classes moyennes et supérieures en provenance des mondes arabes et musulmans, et notamment du Maghreb.

Pourtant, les mobilités du sud vers le nord de la Méditerranée sont non seulement quantitativement importantes (on dénombre ainsi environ un million de Marocain-es en Espagne, d'Algérien-nes en France et de Turc-ques en Allemagne), mais elles sont aussi caractérisées par une sélectivité sociale croissante ces dernières décennies, engendrée conjointement par l'effet d'éviction des politiques restrictives (en matière de délivrance des visas Schengen, de droit au regroupement familial, d'accès aux marchés du travail européens...) et par l'effet de sursélection des politiques européennes dites d'attractivité (carte bleue européenne, passeport talent, golden visa...). Les espaces publics sud-méditerranéens sont ainsi devenus familiers des discours sur la « fuite » de leurs « cerveaux », ingénieurs ou médecins. Si des travaux se sont intéressés à l'expérience internationale des étudiant-es et des diplômé-es originaires du Maghreb (Ben Sedrine et Geisser, 2001 ; Mazzella, 2009 ; Vallot, 2020 ; Jamid, 2022), ainsi qu'aux départs des élites intellectuelles algériennes au cours de la décennie noire (Khaled, 2023), la question des privilèges relatifs à la mobilité des membres des classes moyennes et supérieures du Maghreb vers l'Europe reste encore largement à défricher.

Cet atelier invite donc les chercheur-es en sciences sociales, quel-les que soient leur discipline et leur statut, à l'investir à partir d'enquêtes empiriques originales (réalisées ou en cours, qualitatives et/ou quantitatives, historiques ou contemporaines, menées dans les pays de départ et/ou d'arrivée) ou d'analyses secondaires de données d'enquêtes construites à d'autres fins, en portant une attention particulière aux effets des politiques publiques migratoires et à l'articulation des rapports sociaux (en particulier de classe, de race et de nationalité, mais également de genre, d'âge, etc.).

Since the pioneering work of Anne-Catherine Wagner in France (1998) and Karen O'Reilly in the UK (2000) on "expatriates," a growing interest in social science research for "privileged mobility" (Croucher, 2012) and for "elite" (Amar and Green, 2022) or "desirable" (Sandoz, 2021) migration has brought to light the social stratification of immigrant populations and migration experiences, as well as the diversity within the sub-population of immigrants who are well endowed with economic or cultural capital: senior executives and their spouses, investors, pensioners, students, teachers, artists, digital nomads, the intelligentsia, etc. To date, most of this research has focused on migration from Western Europe and North America (the vast majority of whom are white). There is therefore much less research (Torresan, 2007; Blum, 2022) on privileged mobility from the countries of the Global South (the vast majority of whom are non-white), which may be explained both by the fact that these expatriates are more discreet or more invisibilised and by the fact that their privileged status is less obvious. This is particularly true of the mobility of members of the middle and upper middle classes from the Arab and Muslim worlds, particularly the Maghreb.

However, mobility from the South to the North of the Mediterranean is not only significant in quantitative terms (there are for example around a million Moroccans in Spain, Algerians in France, and Turks in Germany), but it has also been characterised by increasing social selectivity over recent decades, caused by the crowding-out effect of restrictive policies (on the issue of Schengen visas, the right to family reunification, access to European labour markets, etc.) and by the over-selection effect of European attraction policies (European blue card, talent passport, golden visa, etc.). The public spheres in the Southern Mediterranean have thus become familiar with talk of the "brain drain" of their engineers and doctors. While some studies have looked at the international experience of students and graduates from the Maghreb (Ben Sedrine and Geisser, 2001; Mazzella, 2009; Vallot, 2020; Jamid, 2022) and on the departure of Algeria's intellectual elites during the black decade (Khaled, 2023), the question of the privileges associated with the mobility of the Maghreb's middle and upper middle classes to Europe remains largely unexplored.

This workshop therefore invites researchers in the social sciences, whatever their discipline or status, to explore this issue on the basis of original empirical surveys (completed or in progress, qualitative and/or quantitative, historical or contemporary, carried out in the countries of departure and/or arrival) or secondary analyses of survey data constructed for other purposes, paying particular attention to the effects of public migration policies and to the intersection of social relations (in particular class, race, and nationality, but also gender, age, etc.).

PARTIE 1

Intervenants

- **Houa-Hassina**

- Belhocine**

- (École nationale polytechnique d'Alger)

- **Salah Eddine Salhi**

- (Université Oran 1, Université de Tolède, GRESAM)

- **Alexis Ogor**

- (Université de Limoges, GRESCO, CESSP)

- **Claire Visier**

- (Université de Rennes, IFEA, Arènes)

Programme de la partie 1

Trajectoires estudiantines du Maghreb vers le Nord-Ouest et le Nord-Est méditerranéens: facilités et blocages, stratégies et ressources

Houa-Hassina Belhocine (École nationale polytechnique d'Alger)

Les migrations Sud-Nord, entre politiques restrictives et politiques d'attractivité. Cas des migrations étudiantes algériennes

South-North migration, between restrictive and attractive policies. The case of Algerian student migration

Salah Eddine Salhi (Université Oran 1, Université de Tolède, GRESAM)

La mobilité des étudiants algériens vers les universités espagnoles: Un nouveau choix pour une migration privilégiée?

The mobility of Algerian students to Spanish universities: A new choice for a privileged migration?

Alexis Ogor (Université de Limoges, GRESCO, CESSP)

Migrer vers le Nord grâce à une langue du Sud: Les étudiants maghrébines dans les cursus français de langue et civilisation arabe

Migrating to the North with a language from the South: Maghrebi students in Arabic language and civilisation courses in France

Claire Visier (Université de Rennes, IFEA, Arènes)

Trajectoires étudiantes maghrébines en Turquie

Student trajectories from the Maghreb in Turkey

Houa-Hassina Belhocine

Les migrations Sud-Nord, entre politiques restrictives et politiques d'attractivité. Cas des migrations étudiantes algériennes

Depuis les années 1990, les migrations étudiantes s'intensifient et se diversifient, et constituent désormais un domaine à part entière de l'étude des migrations. Les migrations étudiantes des pays du Sud vers ceux du Nord font désormais l'objet de politiques d'attractivité menées dans le cadre de la concurrence pour l'accueil des meilleurs étudiants dans une logique de migration choisie. Dans cette contribution, nous rendrons compte d'une partie d'une étude de terrain consacrée aux représentations sociales liées aux migrations estudiantines algériennes postcoloniales vers les pays du Nord. Notre propos se fonde, d'une part, sur une étude quantitative par questionnaire (N = 812 étudiant-es) longitudinale (sur la période 2017-2022), et, d'autre part, sur une recherche qualitative compréhensive et interprétative par entretiens semi-directifs et entrevues ouvertes menés auprès des étudiant-es (à Alger, Marseille et Paris), des parents et des enseignants universitaires.

Les résultats de cette étude nous permettent d'évaluer l'ampleur du phénomène et de valider l'hypothèse selon laquelle les étudiants algériens qui émigrent dans le cadre des études sont ceux issus des familles favorisées, possédant les différents capitaux que nécessite la migration internationale. De plus, notre contribution montre que les projets migratoires des étudiants sont liés aux stratégies familiales de mobilité sociale et d'ascension sociale. L'étude permet enfin de constater que les étudiants algériens à l'étranger sont pris dans le double piège de « la fin de l'étudiant étranger » (Slama, 1999) et de « la fin du travail » (Rifkin, 1996), et confrontés à un double blocage, à la fois social et spatial. De ce fait, ils développent des comportements et des stratégies pour s'en sortir et s'arracher aux situations difficiles qui les compriment dans des lieux et des sorts austères et étroits. Ces jeunes se projettent et se démêlent, ils aspirent à des jours où ils seront libres de circuler dans le monde et de vivre heureux dans leur pays.

Since the 1990s, student migration has intensified and diversified, and now constitutes a field in its own right within the study of migration. Student migration from countries in the South to those in the North is now the subject of attractiveness policies conducted in the context of competition to attract the best students in a logic of chosen migration. In this contribution, we report on part of a field study devoted to the social representations of post-colonial student migration from Algeria to the countries of the North. The study is based, on the one hand, on a longitudinal quantitative questionnaire survey (N=812 students, over the period 2017–2022), and, on the other hand, on a comprehensive and interpretative qualitative research study using semi-directive and open interviews with students (in Algiers, Marseille, and Paris), parents, and university teachers. The results of this study enable us to assess the scale of the phenomenon, and to validate the hypothesis that Algerian students who emigrate for study purposes are those from advantaged families possessing the various assets required for international migration. Furthermore, our contribution shows that students' migration plans are linked to family strategies for social mobility and upward mobility. Finally, the study shows that Algerian students abroad are caught in the double trap of "the end of the foreign student" (Slama, 1999) and "the end of work" (Rifkin, 1996), faced with a double blockage, both social and spatial. As a result, they develop behaviors and strategies to get out of difficult situations that compress them into austere, narrow places and fates. These young people project and untangle themselves, aspiring to days when they will be free to move around the world and live happily in their own country.

Salah Eddine Salhi

La mobilité des étudiants algériens vers les universités espagnoles: Un nouveau choix pour une migration privilégiée?

Le volume d'étudiants internationaux en Espagne connaît une croissance continue et très intense. Une proportion très importante des étudiants arrive de pays d'Amérique latine et des Caraïbes. L'Espagne apparaît ainsi comme l'un des pays de choix pour étudier à l'étranger dans toute la région.

Cette attractivité n'a pas échappé à l'attention des étudiants algériens souhaitant terminer leurs études à l'étranger. Traditionnellement, la France reste le premier choix de ces étudiants. Cependant, les facilités que les universités espagnoles commencent à offrir aux étudiants algériens attirent de plus en plus les porteurs de projets de master et de doctorat, comparativement à la difficulté d'accéder aux études de doctorat en Algérie et à la qualité d'enseignement contestée dans quelques disciplines. Les données empiriques que nous avons pu réunir, concernant la période de 2010 à 2023, sur la présence des étudiants algériens dans le secteur éducatif espagnol confirment cette demande en essor et nous invitent à l'analyser comme destination privilégiée. Nous considérerons ce phénomène à la lumière des facilités que l'Espagne propose aux étudiants algériens, en dépit du handicap de la langue (peu maîtrisée).

Le propos de cette communication se fonde sur les données statistiques de l'Instituto Nacional de Estadística (INE), des programmes Erasmus Mundus et Erasmus+ et sur les données relatives à la délivrance des visas (étudiants) des consulats espagnols en Algérie. Celles-ci permettent de mieux comprendre ce choix et d'interpréter sa progression en utilisant une analyse croisée des données existantes.

The volume of international students in Spain is experiencing continuous and very intense growth. A significant proportion of students come from Latin American and Caribbean countries. Spain thus appears as one of the countries of choice for studying abroad in the entire region.

This attractiveness has not escaped the attention of Algerian students wishing to complete their studies abroad. Traditionally, France remains the first choice of these students. However, the facilities that Spanish universities are starting to offer to Algerian students are increasingly attracting master's and doctoral's project applicants, compared to the difficulty of accessing doctoral studies in Algeria and the questionable quality of teaching in some disciplines.

The empirical data that we have been able to gather, concerning the period from 2010 to 2023, on the presence of Algerian students in the Spanish education sector confirms this growing demand and invites us to analyze it as a preferred destination. We will consider this phenomenon in light of the facilities that Spain offers to Algerian students, despite the language handicap (not very well controlled).

This communication is based on statistical data from the Instituto Nacional de Estadística (INE), the Erasmus Mundus and Erasmus+ programs, and on data relating to the issuance of (student) visas from Spanish consulates in Algeria. These allow us to better understand this choice and interpret its progression using a cross-analysis of existing data.

Alexis Ogor

Migrer vers le Nord grâce à une langue du Sud : Les étudiants maghrébins dans les cursus français de langue et civilisation arabe

Dans cette communication, je défendrai l'idée que les cursus de langue et civilisation arabes (LLCER et LEA) en France permettent à certains étudiants maghrébins issus des classes moyennes et supérieures de mobiliser leurs connaissances scolaires en arabe standard afin d'accéder au système universitaire français dans un contexte migratoire de plus en plus restrictif. Pour ce faire, je me reposerai sur une enquête en cours au sein de différents établissements universitaires, dans le cadre d'une thèse en sociologie sur les trajectoires sociales des étudiants en langue et civilisation arabes en France. Ces formations se différencient des autres cursus en langues et civilisations étrangères par une proportion importante d'étudiants ayant fait leur scolarité secondaire à l'étranger (entre 25% et 30% aux niveaux licence et master, selon les données du MESR), très majoritairement issus de l'aire arabophone, et notamment du Maghreb. En mobilisant plusieurs entretiens réalisés auprès d'étudiants maghrébins inscrits à l'Institut national des langues et civilisations orientales, à Sorbonne Université et à l'Université Paris 8, je montrerai quels usages ces derniers font de ces cursus en langue et civilisation arabes, et comment le passage par ces formations s'inscrit dans leurs parcours académique et migratoire. Nous verrons ainsi que ces formations universitaires sont investies par les étudiants maghrébins selon trois modalités : pour certains, elles constituent un moyen de s'insérer dans l'enseignement supérieur français ; pour d'autres, elles servent de « point d'échouage » leur permettant de rester étudiants en France après un premier cursus infructueux ; enfin, nous nous attarderons sur le cas de certaines femmes immigrées reprenant leurs études plusieurs années après leur arrivée en France via ce type de cursus. Par ce biais, il s'agira de voir comment ces différents types de trajectoires s'articulent aux positions sociales et genrées qu'occupent ces enquêtés.

In this paper, I will argue that Arabic language and civilisation courses (LLCER and LEA) in France enable certain middle and upper class students from the Maghreb to mobilise their academic knowledge of standard Arabic in order to gain access to the French university system in an increasingly restrictive migratory context. To do this, I will draw on an ongoing field survey of various universities as part of a sociology PhD research on the social trajectories of Arabic language and civilisation students in France. These courses differ from other foreign language and civilisation courses in that a high proportion of students have completed their secondary education abroad (between 25% and 30% at bachelor's and master's levels, according to MESR data), the vast majority of whom come from the Arabic-speaking world, particularly the Maghreb. Drawing on several interviews with Maghrebi students enrolled at the Institut national des langues et civilisations orientales, Sorbonne Université and the Université Paris 8, I will show how these students use these courses in Arabic language and civilisation and how these courses form part of their academic and migratory pathways. We will see that these university courses are taken up by Maghrebi students in three ways: for some, they are a means of entering French higher education; for others, they serve as a "staging post" enabling them to remain students in France after an unsuccessful first course; finally, we will look at the case of some immigrant women who resume their studies several years after arriving in France by enrolling in this type of course. The aim is to see how these different types of trajectory relate to the social and gendered positions occupied by the respondents

Claire Visier

Trajectoires étudiantes maghrébines en Turquie

Cette communication propose une analyse des mobilités étudiantes des pays du Maghreb vers la Turquie, nouveau pôle mondial d'attractivité universitaire (classé depuis 2018 au dixième rang des pays d'accueil). Fondée sur une étude que je mène à l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA), cette recherche s'appuie sur des données statistiques, des entretiens auprès des administrations universitaires et étatiques, des associations étudiantes et des étudiants marocains, tunisiens et algériens.

Les effectifs d'étudiant-es originaires du Maghreb en Turquie sont passés de 485 en 2013 à 9 226 en 2023. Cette progression significative positionne la Turquie comme la troisième destination des étudiant-es maghrébines, offrant une alternative aux destinations européennes traditionnelles, comme la France et l'Allemagne. Alors que quelques travaux ont commencé à étudier les mobilités depuis les pays d'Afrique subsaharienne (Binaté, 2021) ou arabes (Kaya, 2021) vers la Turquie, le cas maghrébin est en soi intéressant. En effet, l'ambition turque de devenir une nouvelle puissance s'appuie sur la rhétorique d'un modèle alternatif à la relation postcoloniale, qui est puissamment relayé dans les interactions avec les anciennes colonies françaises. Par ailleurs, les pays maghrébines renvoient à l'ambivalence des relations que les Turcs entretiennent avec les populations musulmanes arabes (réactualisée par une présence nombreuse de réfugiés syriens en Turquie).

M'appuyant sur la distinction entre étudiants internationaux et étrangers (Mazzella, 2022), j'aborderai trois dimensions de l'internationalisation universitaire turque.

- La Turquie comme étape vers une internationalisation occidentale.
- L'internationalisation à la turca, ou la volonté de créer une élite des Grands Suds.
- La politique d'internationalisation ou la production de l'étranger.

Je spécifierai comment les étudiant-es venus des pays du Maghreb participent de chacune de ces trois dimensions, et ce que cela signifie en matière de profils, de ressources, voire de présocialisation.

This paper offers an analysis of student mobility from Maghreb countries to Turkey, a new global hub of university attractiveness (ranked tenth among host countries since 2018). Based on a study conducted at the French Institute of Anatolian Studies, this research draws on statistical data, interviews with university and state administrations, student associations, and students from Morocco, Tunisia, and Algeria.

The number of students from the Maghreb in Turkey has grown from 485 in 2013 to 9,226 in 2023. This significant progression positions Turkey as the third destination for Maghrebi students, offering an alternative to traditional European destinations, such as France and Germany. While some studies have begun to explore mobility from Sub-Saharan African (Binaté, 2021) or Arab countries (Kaya, 2021) to Turkey, the Maghrebi case is interesting in itself. Indeed, Turkey's ambition to become a new power relies on the rhetoric of an alternative model to post-colonial relations, powerfully conveyed in interactions with former French colonies. Moreover, Maghrebi countries reflect the ambivalence of relations that Turks maintain with Arab Muslim populations (revisited by the significant presence of Syrian refugees in Turkey).

Drawing on the distinction between international and foreign students (Mazzella, 2022), I will address three dimensions of Turkish university internationalization.

- Turkey as a step towards Western internationalization.
- Internationalization à la turca, or the desire to create an elite of the Global South.
- The internationalization or the production of foreign students.

I will specify how students from Maghreb countries participate in each of these three dimensions and what it means in terms of profiles, resources, and pre-socialization.

PARTIE 2

Intervenants

• **Hicham Jamid**
(IRD, Aix-Marseille Université, LPED)

• **Amalia Dragani**
(CNRS, EHESS, Laboratoire d'anthropologie politique)

• **Juliette Dupont**
(UC Louvain, Saint-Louis Bruxelles, Institut d'études européennes)

• **Adrien Thibault**

Programme de la partie 2

Mobilités élitaires au départ du Maghreb et de l'Azawad : passe-droits et conformations, choix et capitaux

Hicham Jamid (IRD, Aix-Marseille Université, LPED)

Migrer depuis le Maroc pour un diplôme en France : Parcours migratoires et trajectoires professionnelles

Migrating from Morocco for a degree in France: Migration pathways and professional trajectories

Amalia Dragani (CNRS, EHESS, Laboratoire d'anthropologie politique)

Élites touaregs formées en URSS, Cuba et pays satellites lors de la guerre froide

Tuareg elites trained in USSR, Cuba, and affiliated countries during the Cold War

Juliette Dupont (UC Louvain, Saint-Louis Bruxelles, Institut d'études européennes)

Des élites mobiles distinguées ou disciplinées ? Les usages du « passe-droit » dans les procédures de visas en Algérie

Privileged but policed: Ambiguities in Schengen visa facilitation for Algerian elites

Adrien Thibault (CNRS, MEAE, IRMC)

Des visas de courtoisie. Sociogénétique d'une liste de personnalités privilégiées par le consulat de France à Tunis (1995-1997)

Courtesy visas. Socio-genetics of a list of personalities privileged by the French consulate in Tunis (1995-1997)

Hicham Jamid

Migrer depuis le Maroc pour un diplôme en France : Parcours migratoires et trajectoires professionnelles

En 2018, lors de l'annonce de la stratégie « Bienvenue en France » visant à attirer les étudiants internationaux, Édouard Philippe, alors Premier ministre, dénonçait comme « absurde » et « injuste » que des étudiants extra-européens « fortunés » puissent s'acquitter des mêmes frais de scolarité qu'un étudiant français « peu fortuné », dont les parents vivent, travaillent et paient des impôts en France depuis des années. En plus des effets discriminatoires de cette réforme, qui a entraîné une hausse substantielle des frais de scolarité pour les seuls étudiants extra-européens, ces propos ont ravivé des stéréotypes sur les mobilités internationales pour études, notamment l'idée qu'elles seraient l'apanage d'étudiants « privilégiés ». Or, de nombreuses recherches ont montré que les étudiants internationaux forment une population hétérogène et que l'usage social qu'ils font de cette mobilité est étroitement lié à leur condition sociale de départ. Ces travaux concluent que partir étudier à l'international représente un moyen de différenciation et de reproduction sociale pour les étudiants des classes moyennes et supérieures, alors qu'il constitue un vecteur pour une mobilité sociale ascendante pour ceux issus des groupes sociaux défavorisés.

À partir d'une quarantaine d'entretiens biographiques, réalisés à Paris et Casablanca, avec des Marocaines et des Marocains diplômés en France entre 2008 et 2018, occupant des postes de cadre supérieur dans l'ingénierie, la finance ou l'informatique, cette communication propose d'éclairer sous cet angle la manière dont se sont formés leurs projets migratoires pour études et de répondre aux questions de pourquoi et comment certains d'entre eux décident de s'établir en France à l'issue de leurs études, tandis que d'autres préfèrent retourner au Maroc, et d'autres encore s'installent dans une dynamique de circulation migratoire entre les deux rives de la Méditerranée.

In 2018, during the announcement of the “Choose France” strategy aimed at attracting international students, Édouard Philippe, then Prime Minister, denounced as “absurd” and “unfair” the fact that “wealthy” non-European students could pay the same tuition fees as a “less fortunate” French student, whose parents have been living, working, and paying taxes in France for years. In addition to the discriminatory effects of this reform, which substantially increased tuition fees for non-European students only, these arguments have revived stereotypes about international mobility for study purposes, in particular the idea that it is the prerogative of “privileged” students. However, many studies have shown that international students form a heterogeneous population, and their social use of this mobility, are closely linked to their initial social status. These works conclude that studying abroad represents a means of differentiation and social reproduction for students from the middle and upper classes, while it constitutes a vector for upward social mobility for those from disadvantaged social groups.

Drawing on around forty biographical interviews, conducted in Paris and Casablanca, with Moroccan men and women who graduated in France between 2008 and 2018, occupying senior positions in engineering, finance or IT, this presentation proposes to highlight how their migratory projects for study were formed, and to answer the questions of why and how some of them decide to settle in France after their studies, while others prefer to return to Morocco, and still others engage in a dynamic of migratory circulation between both shores of the Mediterranean.

Amalia Dragani

Élites touaregs formées en URSS, Cuba et pays satellites lors de la guerre froide

Une vingtaine de Touaregs maliens d'origines sociales différentes, dont quatre femmes, ont été formés dans les pays de l'ancien bloc soviétique entre les années 1960 et 1993 dans le secteur technico-scientifique (médecine, ingénierie, géologie et chimie). Après avoir contextualisé ces parcours d'étudiants dotés de capital international dans le difficile processus d'appropriation de l'institution scolaire par les Touaregs, leur devenir professionnel (fonction publique, secteur privé, expatriation) et matrimonial (mariage de famille, hétérogamie extrême, union avec l'« esclave ») sera examiné. Au-delà de l'information ethnographique et de la reconstruction historique, l'analyse des mobilités afro-soviétiques, et en particulier des trajectoires individuelles d'étudiants touaregs dans la période de la guerre froide, nous permet de comprendre l'actuelle dimension internationale d'acteurs locaux d'origine nomade et pastorale. Elle éclaire leurs choix politiques respectifs et leurs éventuels engagements dans les mouvements politiques générés par les soubresauts de l'État postcolonial.

La méthodologie utilisée dans cette étude s'inspire de mon approche ethnographique. Mon analyse des mobilités privilégiées – étudiantes et qualifiantes – est basée sur des données de première main collectées depuis 2007 au cours de multiples terrains en Afrique du Nord et de l'Ouest, dans des contextes à la fois ruraux et urbains, menés avec des Touaregs, une population berbérophone et d'origine nomade, vivant dans cinq pays africains (Mali, Niger, Algérie, Libye et Burkina Faso) et dans la diaspora en Europe (France, Belgique et Italie). Ma méthodologie combine diverses méthodes de terrain, selon le contexte, dont l'observation participante, le partage de la vie quotidienne et la communication directe sous forme de conversations spontanées et de différents types d'entretiens : biographies, entretiens semi-structurés et *focus groups*.

Some twenty Malian Tuaregs from different social backgrounds, including four women, were trained in former Soviet Bloc countries between 1960 and 1993 in the technical-scientific sector (medicine, engineering, geology, and chemistry). After contextualizing these students with international capital in the difficult process of appropriation of the educational institution by the Tuareg, their professional (civil service, private sector, expatriation) and matrimonial (family marriage, extreme heterogamy, union with the “slave”) futures will be examined. Beyond ethnographic information and historical reconstruction, the analysis of Afro-Soviet mobilities, and in particular the individual trajectories of Tuareg students in the Cold War period, enables us to understand the current international dimension of local actors of nomadic and pastoral origin. It sheds light on their respective political choices and their possible involvement in political movements generated by the upheavals of the post-colonial state.

The methodology used in this paper draws on my ethnographic approach. My analysis of these—both student and qualifying—privileged mobilities is based on first-hand data collected since 2007 in multiple fieldworks in North/West Africa, from both rural and urban contexts, conducted with Tuaregs, a Berber speaking population of nomadic origin, living in five African countries (Mali, Niger, Algeria, Libya, and Burkina Faso) and in the diaspora in Europe (France, Belgium, and Italy). My methodology combines various field methods, depending on the context, including participant observation, sharing of daily life, and direct communication in the form of spontaneous conversations and different types of interviews: biographies, semi-structured interviews, and focus groups.

Juliette Dupont

Des élites mobiles distinguées ou disciplinées? Les usages du «passe-droit» dans les procédures de visas en Algérie

La délivrance des visas (court séjour et long séjour) par les consulats français en Algérie est particulièrement répressive : en 2022, plus de la moitié des demandes ont été refusées. Or, ce régime de restriction à l'encontre du plus grand nombre coexiste avec un régime de facilitations réservées aux élites algériennes locales. En effet, différentes catégories socio-professionnelles bénéficient de pratiques préférentielles (prises de rendez-vous accélérées et facilitées, dossiers simplifiés, etc.) accordées à la discrétion des autorités consulaires. De même, les usagers les plus dotés en capital social peuvent négocier des accès privilégiés au guichet, appuyés par des relais externes et internes à l'ambassade. Fondée sur une enquête de terrain de deux mois menée à Alger entre 2018 et 2019, cette recherche mobilise observations ethnographiques au sein du service de visas et entretiens semi-dirigés avec des demandeurs de nationalité algérienne. Tout en présentant l'évolution de ces dispositifs de passe-droits (la « valise » puis les partenariats) et les profils et stratégies des demandeurs qui en font l'usage, ce papier défend l'argument suivant: les facilitations accordées aux élites légitiment la délivrance du visa selon une logique de rareté. D'une part, ce régime d'exception renforce l'accès à la mobilité comme un privilège réservé aux élites, socialement distinguées par la bureaucratie des visas. Toutefois, ces publics pourtant privilégiés ne sont pas exempts des logiques répressives, puisque, depuis 2017, les facilitations sont octroyées en échange d'une mise en conformité de plus en plus stricte, visant à discipliner les élites contre des «abus» de procédures, tels que perçus par les agents visa.

Visa issuance by French consulates in Algeria is highly restrictive: in 2022, more than half of all applications were rejected. However, this restrictive regime applied to the majority coexists with a system of preferential treatment reserved for segments of the Algerian elite. Some socio-professional categories benefit from discretionary practices, including facilitated appointment processes, as well as simplified application requirements.

This article draws on findings from a two-month ethnographic fieldwork conducted in Algiers between 2018 and 2019, combining direct observations within visa services and semi-structured interviews with Algerian applicants. It traces the evolution of mechanisms for conferring privileges—ranging from informal practices such as the “valise” system to formalized partnerships—and examines the profiles and strategies of applicants who leverage these avenues. The paper advances the argument that facilitations granted to elites serve to legitimize visa issuance by institutionalizing a logic of scarcity. On the one hand, this exceptional regime reinforces mobility as a socially exclusive privilege, reserved for elites distinguished by the bureaucratic practices of visa administration. On the other hand, even these privileged groups are increasingly subjected to the disciplinary imperatives of a restrictive system. Since 2017, such facilitative measures have been progressively tied to strict compliance requirements, aimed at regulating and disciplining elites in response to perceived procedural “abuses” identified by visa officers.

This dual dynamic—of distinction and discipline—highlights the interplay between privilege and repression in shaping access to international mobility.

Adrien Thibault

Des visas de courtoisie. Sociogénétique d'une liste de personnalités privilégiées par le consulat de France à Tunis (1995-1997)

Quelques mois seulement après l'entrée en vigueur de l'accord de Schengen (26 mars 1995) et deux ans et demi avant l'instauration des cartes de séjour françaises « scientifique » et « profession artistique et culturelle » (loi du 11 mai 1998), une réunion s'est tenue en novembre 1995 au consulat général de France à Tunis avec différent-es responsables du Service culturel, scientifique et de coopération de l'ambassade de France pour discuter de la mise en place d'un « système de dérogations institutionnalisées » en matière de visas (Spire 2017). Ce système a pris la forme d'une liste confidentielle de plusieurs centaines de ressortissant-es tunisien-nes, considéré-es comme les « principaux partenaires » de la France en matière de coopération, auquel-les ont été accordés discrétionnairement des « visas de courtoisie » (gratuits, permettant des formalités réduites et d'une durée d'un an, voire de trois ans en cas de « traitement vraiment privilégié »). Une première liste de 321 noms (universitaires, haut-es fonctionnaires, artistes, journalistes, professionnel-les de la culture, etc.) est élaborée par le Service culturel avant d'être amendée et réduite à 301, puis 220 noms, à la demande du consulat.

À partir des notes consulaires, des listes provisoires et des échanges de lettres qu'il a été possible de consulter aux Archives diplomatiques de Nantes, ainsi qu'à partir d'entretiens complémentaires réalisés avec certains des protagonistes de la réunion de novembre 1995, cette communication propose une approche sociogénétique de ces listes bureaucratiques (Gayon, 2016) doublée d'un traitement statistique des données sociodémographiques et socioprofessionnelles qu'elles contiennent. L'analyse permet alors de saisir la fabrique progressive et les contours mouvants d'une population consulairement privilégiée, ainsi que les logiques sociales et politiques de la hiérarchisation interne à cette population – dont les privilèges apparaissent en définitive doublement relatifs.

Only a few months after the Schengen Agreement came into force (March 26, 1995) and two years and a half before the establishment of the French “scientist” and “artistic and cultural profession” residence permits (Law of May 11, 1998), a meeting was held in November 1995 at the French Consulate General in Tunis with various officials from the Cultural, Scientific and Cooperation Service of the French Embassy to discuss the implementation of a “system of institutionalized exemptions” regarding visas (Spire 2017). This system took the form of a confidential list of several hundred Tunisian nationals, considered as France’s “main partners” in terms of cooperation, who were discretionarily granted “courtesy visas” (free of charge, allowing reduced formalities and valid for one year, or even three years in cases of “truly privileged treatment”). An initial list of 321 names (academics, senior civil servants, artists, journalists, cultural professionals, etc.) was drawn up by the Cultural Service, before being amended and reduced to 301, and then 220 names at the consulate’s request.

Based on consular notes, provisional lists and exchanges of letters consulted at the Diplomatic Archives in Nantes, as well as supplementary interviews conducted with some of the participants of the November 1995 meeting, this paper proposes a socio-genetic approach to these bureaucratic lists (Gayon, 2016), coupled with a statistical analysis of the socio-demographic and socio-professional data they contain. The analysis thus enables to grasp the progressive construction and shifting contours of a consularly privileged population, as well as the social and political logics behind the internal hierarchization of this population—whose privileges ultimately appear doubly relative.